

COLOMBIE - 25 février 2019

## *Daniel Ernesto Prado Albarracín*

*Menaces à répétition contre l'avocat des victimes du groupe paramilitaire «Les 12 apôtres»*



Daniel Ernesto Prado Albarracín, qui défend, en collaboration avec la Commission inter-ecclésiastique colombienne de Justice et Paix, les victimes des crimes commis par le groupe paramilitaire "Los 12 Apóstoles" (Les 12 apôtres), a été victime de graves actes d'intimidation, notamment: de mort menaces, suivies par des hommes armés après avoir assisté à des audiences, et déclarations publiques diffamatoires à son encontre de hauts fonctionnaires.

Le dernier incident grave s'est produit le 25 février 2019, lorsqu'une vidéo d'origine inconnue a commencé à être diffusée stigmatisant son travail d'avocat et affirmant que son activité de défense des droits de l'homme fait partie d'*"Une guerre politique contre les frères Uribe (...) de la part du sénateur actuel Gustavo Petro"*, qui *"entretient des liens étroits avec les FARC"*, tous étant *"soutenus par Daniel Ernesto Prado Albarracín dans le cadre d'un procès contre Santiago Uribe Vélez qui n'a pas de preuves ni de vrais témoins."*

Précédemment, le 30 novembre 2018, lors d'une tournée en Europe et quelques jours après l'une des audiences planifiées, le compte de messagerie de Daniel Prado était piratée et ses courriels supprimés. Seul le billet électronique a été laissé dans sa boîte de réception, indiquant la date de son retour en Colombie, sous-entendue comme une action d'intimidation et de menace

Le groupe paramilitaire «Les 12 apôtres» fait l'objet de poursuites du procureur général pour de nombreux meurtres et disparitions qui lui sont imputés entre 1988 et 1997 dans le nord d'Antioquia. Des poursuites sont en cours contre le principal accusé et prétendu fondateur des "12 apôtres", Santiago Uribe Velez, et plusieurs autres accusés devant le Juzgado Primero Especializado de Antioquia .

Depuis le début de cette procédure pénale, Daniel Prado a fait l'objet de graves actes d'intimidation, notamment de: menaces de mort; suivis par des hommes armés après avoir assisté à des audiences, et des déclarations publiques diffamatoires à son encontre de hauts fonctionnaires. Ainsi , le 29 février 2016, quelques jours après la capture de Santiago Uribe Vélez, son frère, l'actuel sénateur Álvaro Uribe Vélez, accusait Daniel Prado d'être un combattant de la guérilla dans une vidéo publique. De même, le 2 novembre 2017, quelques jours après le début des audiences préparatoires à l'affaire, Daniel Ernesto Prado Albarracín a été menacé de mort dans un appel enregistré sur son téléphone fixe avec le message suivant: "HP, vous allez mourir, nous allons le tuer. "

Daniel Prado est un avocat reconnu et un membre de l'Observatoire des Droits de l'homme Surcolombiana, Il a commencé sa carrière en accompagnant légalement les membres des familles de victimes de disparitions forcées au début des années 90. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (Medida cautelar W 261-16 du 20 novembre 2017) lui a accordé des mesures de protection.